



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CONTRE LE CHÔMAGE INTERDICTION DES LICENCIEMENTS ET DES SUPPRESSIONS DE POSTES !

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 27 JUIN 2019

Samedi dernier, 7 à 8 000 personnes ont manifesté à Belfort, en réaction aux 1 050 licenciements annoncés chez General Electric.

Aujourd'hui, Macron et ses ministres font semblant de se préoccuper du sort de ces travailleurs. Mais en 2014, c'est Macron – alors ministre de l'économie – qui a organisé le rachat-cadeau de la branche turbines d'Alstom par General Electric en prétendant « *sauver les emplois* » et même garantir la « *création de 1 000 emplois* ».

Cinq ans plus tard, les 1 000 emplois supplémentaires se transforment en 1 050 suppressions d'emplois ! Ce n'est pas de la mauvaise magie, mais l'application de la logique économique capitaliste, de la liberté des actionnaires de décider, au nom du « *droit de propriété* », de la vie de milliers de familles.

LA DICTATURE DES ACTIONNAIRES

C'est cette logique, accompagnée par le gouvernement de Macron, qui est à l'œuvre à Ford, à Ascoval, à Whirpool, à Carrefour, à New Look.

Les groupes capitalistes, français ou étrangers, traitent les travailleurs comme des kleenex dont on se débarrasse après usage. En difficulté temporaire, voire simplement pour faire monter leur cours en bourse, ils licencient des centaines de travailleurs comme à Belfort, sans se soucier des conséquences pour la région. Et le gouvernement, complice de ces groupes, leur montre l'exemple en supprimant des emplois à La Poste, à la SNCF, dans les hôpitaux ou dans l'éducation.

DOUX AVEC LES RICHES MAIS FÉROCE

AVEC LES CLASSES POPULAIRES

Au moment où les plans de licenciements déferlent, le gouvernement s'en prend aux chômeurs. Il réduit le droit aux indemnités de chômage en imposant d'avoir travaillé 6 mois sur 24 au lieu de 4 sur 28 mois. Et le calcul des indemnités ne se fera plus sur les revenus des jours travaillés, mais sur une moyenne sur le mois.

Ces mesures brutales, en plus d'économies budgétaires sur le dos des pauvres, visent à contraindre les chômeurs à accepter n'importe quel emploi, à n'importe quelle condition et à n'importe quel salaire !

L'IMPASSE DU « PATRIOTISME » ÉCONOMIQUE

A l'annonce des suppressions d'emplois, des responsables politiques de droite ont sauté sur l'occasion pour appeler à la défense de « *l'industrie nationale* ». Une idée reprise par Mélenchon, déclarant à Belfort : « *C'est davantage qu'une usine dont il est question : il est question de science, de technique et de patrie* ».

Pourtant, les travailleurs n'ont aucun intérêt à défendre « *l'industrie française* » pour préserver leurs emplois, car cela revient à s'aligner sur le patronat français, sur les licenciements du Medef qui ont eu le culot d'appeler à la manifestation de Belfort.

Les grands groupes « *français* » licencient autant que les autres, avec le profit comme seule boussole. C'est d'ailleurs l'Etat, alors actionnaire, qui avait procédé aux premières vagues de licenciements chez Alstom, avant de céder une partie du

groupe à Bouygues. Un patron bien « *français* » qui a empoché une belle somme en revendant la branche énergie à General Electric !

CONTRE L'UNION NATIONALE, L'UNITÉ DES TRAVAILLEURS

Même au pied du mur, même soumis à des plans de licenciement ou des fermetures de site, les salariés menacés ont la force du nombre à condition qu'ils fassent cause commune. La CGT Ford qui se bat depuis 10 ans contre la fermeture du site de Blanquefort près de Bordeaux, a lancé un appel dans ce sens : « *Nous sommes convaincus que l'issue de notre bataille comme celles de nombreuses autres dépendent de ce que nous pourrions réussir ensemble* ». C'est la voie à suivre.

Parce qu'il n'y a pas de fatalité : la bataille contre les licenciements n'est pas perdue d'avance. Son issue dépend du rapport de force qui se construira entre d'un côté, le patronat et ses complices du gouvernement et de l'autre, l'ensemble des travailleurs de toutes les entreprises, menacées à court terme ou pas, du public comme du privé.



BUZIN RECULE, IL FAUT CONTINUER D'AVANCER

Après plus de trois mois de grèves des services d'urgences, alors que le mouvement continue de s'étendre, Agnès Buzyn, ministre de la Santé, a annoncé une prime de 100 euros pour tout le personnel des urgences (hors médecins). Mais les grévistes réclament trois fois plus.

Buzyn a aussi annoncé 15 millions d'euros pour des embauches. Mais d'après le "Collectif inter urgences", cette somme permettrait tout juste de rémunérer un agent de plus par service... pendant 6 semaines, alors qu'il manque 700 postes pour la seule région parisienne ! Et la situation n'est pas meilleure en province. Autant dire un verre d'eau sur un incendie. A cela, certaines directions locales ont ajouté des "bouts de ficelle", mais jamais les lits supplémentaires dont les urgences ont besoin.

Pour amplifier la lutte, le collectif inter-urgences a appelé à une nouvelle mobilisation nationale le 2 juillet, avec une manifestation nationale à Paris. Il faut souhaiter que d'autres services entrent en grève, eux aussi, car c'est tout l'hôpital public qui a les mêmes problèmes ! Et cela nous concerne tous, hospitaliers comme usagers.

LA RETAITE DES MORTS, C'EST NON !

Suite à la dernière réforme des retraites, la durée de cotisation pour une retraite à taux plein devait s'allonger d'un trimestre tous les trois ans entre 2020 et 2035. Mais pour Macron, ce rythme doit être accéléré et des mesures pour retarder les départs à la retraite devraient être prises dès 2020. Après une polémique au sein du gouvernement, il a bien concédé que « l'âge légal » de départ à la retraite sera maintenu à 62 ans. Mais il a trouvé une astuce pour le reculer sans le dire.

Le gouvernement envisage désormais un « âge pivot » – fixé à 64 ans – avant lequel il y aura « décote » sur le montant de la pension. A l'inverse, en poursuivant son activité au delà de cet « âge pivot », la pension serait majorée. Et le journal « Capital » annonce déjà que cet « âge pivot » pourra être encore reculé. Jusqu'à la mort ? Non merci !

REFORME ANTI - CHÔMAGE... OU ANTI - CHÔMEURS ?

Objectif de la réforme de l'assurance chômage : afficher une baisse du nombre « officiel » de chômeurs... en radiant des centaines de milliers de chômeurs.

Avec la réforme annoncée mardi 18 juin, pour avoir droit à une indemnité, il faudra désormais avoir travaillé 6 mois au cours des deux années précédentes, et non plus 4 mois au cours des 28 mois précédents. Et pour prolonger l'indemnisation, il faudra avoir travaillé 6 mois, au lieu d'un mois aujourd'hui. Les jeunes vont être massivement touchés. Par ces mesures, le gouvernement vise 3,4 milliards d'économies d'ici fin 2021.

Mille conseillers Pôle emploi seront recrutés (mais en CDD de 3 ans)... soit à peine davantage que les 800 supprimés par le gouvernement en 2018. Toutes ces mesures aggraveront une situation où, aujourd'hui, moins d'un chômeur sur deux est indemnisé. Et plus de 6,5 millions de demandeurs d'emploi pointent à Pôle emploi, soit le quart de la population active.

TURQUIE : DÉFAITE CUISANTE POUR LE DICTATEUR TURC

En mars dernier, le candidat de l'opposition à la mairie d'Istanbul – 16 millions d'habitants – avait vu son élection annulée par le pouvoir turc, en arguant de soi-disant vices de procédure. Mais dimanche dernier, il l'a de nouveau emporté avec 800.000 voix d'avance sur celui soutenu par Erdogan, le président et chef du parti islamo-conservateur de l'AKP. C'est une cuisante défaite pour le dictateur turc qui accélère la déstabilisation de l'AKP – le parti du président turc – et redonne du moral et de l'espoir à une population exaspérée par un régime dictatorial et corrompu jusqu'à la moelle.

SOUTIEN AUX POSTIERS DU 92 EN GRÈVE DEPUIS 15 MOIS

Cela fait exactement 15 mois que 150 postières et postiers du 92 sont en grève reproductible contre la dégradation de leurs conditions de travail. La garde à vue, le dimanche 15 juin, de Gaël Quirante, secrétaire de SUD Poste, pour des motifs fallacieux, prouve que des patrons comme La Poste et l'État sont prêts à tout pour faire taire et briser ceux et celles qui luttent pour la défense du service public et de leurs conditions de travail.

Dans ce conflit des postier.e.s du 92, exemplaire par sa durée et sa détermination, l'absence de sanctions disciplinaires devient essentielle pour parvenir à un protocole de fin de conflit. Il est inconcevable que La Poste, après 15 mois de grève, fasse obstacle à la résolution du conflit, en laissant planer une épée de Damoclès au dessus de la tête des grévistes et de leurs représentants.

C'est pourquoi le «Comité de défense des libertés publiques et contre la répression» appelle à des rassemblements devant les préfectures le vendredi 28 juin

**A Rouen, Rassemblement
vendredi 28 juin
18h30 – Devant la Préfecture**

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA
www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique